



FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL  
POUR INVESTIR DANS NOTRE PLANÈTE

GEF/C.39/9  
20 octobre 2010

---

Conseil du FEM  
16-18 novembre 2010  
Washington

Point 15 de l'ordre du jour

**RÈGLES ET MODALITÉS APPLICABLES AUX ALLOCATIONS  
POUR FRAIS DES ENTITÉS D'EXÉCUTION  
ET AUX COÛTS DE GESTION DES PROJETS**

**Décision recommandée au Conseil**

Ayant examiné le document GEF/C.39/9, intitulé « *Règles et modalités applicables aux allocations pour frais des Entités d'exécution et aux coûts de gestion des projets* », le Conseil se félicite des éclaircissements apportés dans le document concernant l'utilisation de ces ressources allouées par le FEM pour financer les frais administratifs des Entités d'exécution et des projets du FEM.

Le Conseil prie toutes les Entités d'exécution de suivre les règles et modalités énoncées dans le présent document. En outre, il demande aux Entités d'exécution de travailler avec le Secrétariat pour définir le mode de présentation des futurs rapports annuels, à compter du printemps 2011.

Le Conseil prie les Entités d'exécution de faire preuve de toute la diligence requise dans l'emploi des ressources octroyées par le FEM à des fins administratives et, en particulier, de n'engager du personnel qu'en cas de stricte nécessité.

## RÉSUMÉ ANALYTIQUE

1. Pour mieux suivre l'utilisation des allocations pour frais et les coûts de gestion des projets par l'ensemble des Entités d'exécution, le présent document cherche à recenser chaque catégorie de dépenses et définit les modalités d'utilisation des fonds alloués par le FEM à ces Entités.
2. À l'heure actuelle, les Entités d'exécution perçoivent une allocation de 10 % du montant de chaque aide financière accordée par le FEM pour couvrir les dépenses afférentes à leurs activités institutionnelles et celles liées à l'administration du cycle de projet. Ces dépenses étant de nature différente, les Entités d'exécution sont tenues de justifier de leur utilisation de façon distincte, étant entendu que 1 % de ces allocations est destiné à des activités institutionnelles et 9 % à l'administration du cycle de projet.
3. Des fonds supplémentaires (en pratique, jusqu'à 10 % du financement) serviront à couvrir les coûts de gestion des projets. Ils sont alloués à l'Entité d'exécution pour gérer, administrer et superviser les activités courantes menées dans le cadre des projets.
4. Tout support de communication ou équipement lié à un projet doit porter une marque d'identité du FEM.
5. Une comparaison des allocations du FEM avec celles versées par des institutions similaires montre que la politique du FEM est comparable à celle du programme REDD des Nations Unies et à celle du PNUE. Plus récemment, le Fonds pour l'adaptation s'est aligné sur le FEM en adoptant une politique de défraiement de ses institutions de mise en œuvre à hauteur de 8,5 %.
6. Jusqu'à présent, les Entités d'exécution étaient tenues de fournir diverses données justifiant de l'utilisation réelle des allocations, aux différents stades du cycle de projet. Ces données se sont révélées trop disparates pour pouvoir être comparées. Les Entités d'exécution et le Secrétariat du FEM continueront à collaborer à la préparation d'une matrice permettant de rendre compte de façon exhaustive et plus homogène de l'utilisation des allocations pour frais, puis d'en assurer plus efficacement le suivi et l'analyse.
7. Les données actuelles permettent un certain travail d'analyse et donnent à penser que toutes les Entités d'exécution n'utilisent pas les fonds de la même façon. Elles permettent notamment de constater que les effectifs ne sont pas toujours en rapport avec la taille du portefeuille de projets du FEM et que le recrutement n'obéit pas aux mêmes mécanismes de gouvernance que dans le cas du propre personnel des Entités.
8. Lorsque les données seront communiquées et présentées de façon homogène, la justification de l'emploi de personnel financé par le FEM pourra être établie et un réexamen de la politique de défraiement pourra être envisagé.